



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 4 avril 2022

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 188 Mds USD en mars, en baisse mensuelle de 25,8 Mds USD

Balance des paiements : pour l'année 2021, le compte financier (hors actifs de réserves) affiche un excédent de 38 Mds USD

Politique budgétaire : les autorités chinoises annoncent une série de mesures pour soutenir les industries, les PME et les individuels fortement touchés par l'épidémie et développer l'innovation technologique

Politique monétaire : opérations intensives de la PBoC pour injecter des liquidités sur le marché

Banque et finance [\(ici\)](#)

Marché boursier : la performance du marché boursier chinois de la semaine du 4 avril

Marché boursier : les régulateurs chinois ont révisé la loi de 2009 interdisant aux étrangers de mener des audits sur les sociétés chinoises cotées à l'étranger

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur et des difficultés des promoteurs, alors que plusieurs autorités locales assouplissent les restrictions relatives aux transactions immobilières

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relations Chine-US : les Etats-Unis ne recherchent pas un « divorce » avec la Chine, selon l'USTR

Relations Chine-US : le régulateur américain ajoute deux opérateurs téléphoniques chinois sur la liste des entreprises présentant une menace pour la sécurité nationale

Relations Chine-US : l'USCBC publie un rapport sur les exportations américaines vers la Chine

ALE : entrée en vigueur de l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Vaccins : Approbation de deux candidats vaccins à ARN-messager supplémentaires pour essais cliniques

Semi-conducteurs : YMTC pourrait fournir Apple en puces mémoires NAND 3D

Automobile : des constructeurs chinois chercheraient à acquérir des usines de wafers, dans un contexte de pénurie de puces

Automobile : poursuite de l'autonomisation des véhicules et des bus, avec des approbations imminentes de licences et tests à Pékin

Economie numérique : démission de Richard Liu, CEO de JD.com

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Transport aérien : près de 6 Mds EUR de pertes cumulées pour les principales compagnies aériennes chinoises en 2021 ; peu d'esport de retour à l'équilibre en ce début 2022, particulièrement préoccupant pour le transport aérien, notamment avec la flambée épidémique de COVID-19 à Shanghai

Climat : la Chine est en mesure d'atteindre son pic d'émissions de CO2 à environ 12,2 milliards de tonnes vers 2027

Environnement : renforcement de gestion de l'ensemble des exutoires des eaux usées dans les sept bassins fluviaux « clés » et les principales zones littorales

Logistique : des perturbations dans la logistique suite à la flambée épidémique à Shanghai

Energie : la ville de Pékin souhaite se passer du charbon d'ici 2035

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Jiangsu : Suzhou occupe la première place dans le classement 2021 des 30 premières villes en termes de PIB

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Bourse : une seule des 32 entreprises suspendues à la bourse de Hong Kong le 1^{er} avril a vu sa cotation rouverte depuis

Marché du carbone : le groupe de travail inter-agences sur la finance verte publie une étude de faisabilité sur le développement d'un marché du carbone

Macao

Secteur du jeu : les revenus des casinos se contractent de -55,8% en mars (g.a)

Taiwan [\(ici\)](#)

R&D : les dépenses des entreprises taiwanaises ont représenté près de 25 Mds EUR en 2021

Scooters électriques : Gogoro poursuit son développement en faisant son entrée au Nasdaq

Banques Internet : Next Bank rejoint Line Bank et Rakuten Bank

Taux de change : l'appréciation du TWD devrait se poursuivre malgré un léger fléchissement au T1

Secteur financier : les USA restent le premier débiteur de Taiwan pour le 26^{ème} trimestre consécutif

Semi-conducteurs : l'importante filiale de Micron (US) a revu à la hausse ses résultats trimestriels

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change s'établissent à 3 188 Mds USD en mars, en baisse mensuelle de 25,8 Mds USD

Selon la [State Administration of Foreign Exchange \(SAFE\)](#), les réserves de change s'établissent à 3 188 Mds USD en mars, en baisse mensuelle de 25,8 Mds USD par rapport à fin février (-0,8 % en g.m.). Cette évolution est due à des facteurs transactionnels (le commerce international, les investissements en actions et en obligations transfrontaliers et une intervention de la PBoC sur le marché des changes) ainsi qu'à des facteurs non transactionnels tels que le taux de change (qui agit sur la valeur du portefeuille d'actifs dans lequel les réserves sont investies).

Selon la SAFE, cette baisse s'explique par la dépréciation des actifs libellés en autres devises que le dollar, alimentée par l'appréciation du dollar. En effet, alors que l'indice du dollar (DXY) augmente de 1,7 % en mars (relativement à un panier de devises), la livre, l'euro et le yen se déprécient fortement de 2,1 %, 1,4 % et 5,5 % vis-à-vis du dollar : en conséquence, les actifs libellés en livre, en euro et en yen se déprécient. Par ailleurs, le taux de rendement des bons du Trésor américains à 10 ans (dans lesquels un tiers des réserves seraient investies) grimpe de 63 points de base pour atteindre 2,35 % à fin mars (contre 1,72 % à fin février) en raison du resserrement monétaire de la FED et du conflit russo-ukrainien, entraînant la poursuite de la baisse de leur valeur. La ventilation précise des actifs composant les réserves demeure cependant inconnue. S'agissant des facteurs transactionnels, les ventes nettes d'actions en Chine continentale via le programme *Hong Kong Stock Connect* en mars s'élèvent à 45,1 Mds RMB, la plus importante sortie de capitaux transfrontaliers depuis mars 2020. Les données des obligations chinoises détenues par les investisseurs non-résidents en mars ne sont pas encore publiées tout comme les chiffres des importations et des exportations.

« Affectée par l'environnement extérieur, la fluctuation des investissements étrangers en actions et obligations chinoises a augmenté, ce qui est normal compte tenu de la situation économique et financière internationale complexe », a déclaré le responsable de la SAFE. « La fluctuation à court terme des investissements transfrontaliers en valeurs mobilières ne représente pas un renversement de la tendance à long terme des investissements étrangers sur le marché des capitaux chinois. »

Balance des paiements : pour l'année 2021, le compte financier (hors actifs de réserves) affiche un excédent de 38 Mds USD

Selon les [données](#) publiées par la SAFE, au T4 2021, l'*excédent courant* rebondit à 118 Mds USD (contre 83 Mds USD au T3). Le *compte financier (hors actifs de réserves)* affiche un excédent de 10 Mds USD. En particulier, les flux nets d'*IDE* donnent lieu à des entrées de capitaux de 46 Mds USD, à un niveau relativement stable depuis le T2. S'agissant des *investissements de portefeuille*, ils donnent lieu à des entrées nettes de 37 Mds USD, poursuivant la reprise enregistrée depuis le T2. Les investissements à l'étranger des résidents rebondissent fortement à 25 Mds USD (contre un montant quasi nul de 0,5 Mds USD au T3), alimentés par un mouvement de placements en actions (sorties de capitaux de 18 Mds USD). Les investissements de portefeuille en Chine des non-résidents rebondissent

aussi à 62 Mds USD (engagements en actions à 39 Mds USD et en titres de créance à 23 Mds USD), à rebours du repli observé au T3 lors des épisodes de *crackdown* réglementaire (26 Mds USD). Les « *Autres Investissements* » donnent lieu à des sorties nettes de 77 Md USD et le poste « erreurs et omissions » indique des sorties de 86 Mds USD.

Sur l'année 2021, l'*excédent courant* enregistré s'élève à 317 Mds USD. Le *compte financier* (hors actifs de réserves) affiche un excédent de 38 Mds USD. En particulier, les flux nets d'*IDE* donnent lieu à des entrées de capitaux de 206 Mds USD. S'agissant des *investissements de portefeuille*, ils donnent lieu à des entrées nettes de 51 Mds USD. Les investissements à l'étranger des résidents s'élèvent à 126 Mds USD, demeurant nettement inférieurs aux investissements de portefeuille en Chine des non-résidents qui rebondissent à 177 Mds USD. Les « *Autres Investissements* » donnent lieu à des sorties nettes de 230 Mds USD et le poste « erreurs et omissions » indique des sorties de 167 Mds USD.

NB : il convient de noter que les chiffres de la BoP faisant l'objet de révisions régulières de la SAFE, les données peuvent différer des veilles des précédents trimestres.

Politique budgétaire : les autorités chinoises annoncent une série de mesures pour soutenir les industries, les PME et les individuels fortement touchés par l'épidémie et développer l'innovation technologique

Récemment, les autorités chinoises ont annoncé [une série de mesures pour soutenir les industries, les PME et les individuels fortement touchés par l'épidémie et développer l'innovation technologique](#) :

- i) Pour les secteurs dans des situations extrêmement difficiles tels que la restauration, le commerce de détail, le tourisme, l'aviation civile, le transport routier, fluvial et ferroviaire, le paiement des primes d'assurance retraite par les entreprises pour leurs employés (s'élevant habituellement à 16 % du salaire mensuel) sera reporté au deuxième trimestre. De plus, le dispositif de paiement différé des primes d'assurance-chômage (1 % du salaire mensuel) et des primes d'assurance contre les accidents du travail (0,5 % du salaire mensuel) en vigueur dans les secteurs de la restauration, le commerce de détail et le tourisme, sera étendu aux cinq industries citées ci-dessus. Il s'agit d'alléger la pression financière de ces secteurs, en particulier les PME, les TPE et les commerçants individuels.
- ii) D'ici la fin de cette année, des allocations de chômage continueront d'être accordées aux chômeurs et des subventions temporaires seront accordées aux travailleurs migrants au chômage.
- iii) Le remboursement de l'assurance-chômage pour les PME et les TPE évitant de licencier sera augmenté de 60 % à un maximum de 90 % dans les zones éligibles. Les gouvernements locaux seront autorisés à utiliser 4 % supplémentaires du fonds d'assurance-chômage pour la formation professionnelle, et à accorder des subventions de formation professionnelle aux PME et aux TPE touchées par l'épidémie et ne pouvant pas fonctionner normalement.
- iv) Deux programmes spéciaux de *relending* pour l'innovation technologique et les « retraites inclusives » (普惠养老, des services fournis à la plupart des personnes âgées) seront créés, la PBoC devant fournir respectivement 60 % et 100 % du principal des prêts. Il faut continuer à compléter le capital des petites et moyennes banques avec des *special purpose bonds* pour améliorer la capacité de crédit des banques.
- v) Des locations gratuites pour les PME par les propriétaires SOE pour une durée de 6 mois dans les zones à haute et moyenne risque et 3 mois dans les autres régions.

Politique monétaire : opérations intensives de la PBoC pour injecter des liquidités sur le marché

La PBoC a procédé à des opérations de reverse repo à échéance de 7 jours pour des montants compris entre 100 et 150 Mds RMB entre le 25 et le 31 mars. Le taux adjudicateur reste fixe, à 2,1%. D'après la PBoC, ces opérations ont pour objectif de maintenir un niveau de liquidités « relativement stable » à la fin du trimestre, le montant journalier des opérations de reverse repo pour la semaine du 4 au 8 mars tombé au niveau de 10 Mds RMB. Au total, le montant des opérations de reverse repo entre le 25 mars et le 8 avril est de 840 Mds RMB pour des arrivées à échéances d'une valeur de 940 Mds RMB, soit une injection de liquidités nette de 100 Mds RMB.

Selon M. Ming Ming, co-économiste en chef de CITIC Securities, l'augmentation des taux d'intérêt au cours de la dernière semaine de mars s'explique par des facteurs tels que le paiement des impôts, le dépôt de réserves obligatoires et des effets de cycle (fin de trimestre). Ces opérations viennent également en réponse à une volatilité sur les marchés exacerbée par des facteurs d'incertitude, selon M. Zhou Maohua, chercheur des marchés financiers de China Everbright Bank.

Par ailleurs, le marché s'attend à une baisse du RRR et des taux d'intérêt au cours du 2^{ème} trimestre, compte tenu de l'impact accru de la politique « 0 Covid » depuis le mois de mars et de grandes difficultés persistant dans certains secteurs (notamment l'immobilier). L'incertitude politique reste élevée. Cette potentielle baisse s'inscrirait dans l'objectif de croissance économique de 5,5% pour l'année 2022. Au premier trimestre, le bilan de la PBoC a cru de 740 Mds RMB, soit davantage que pour la totalité de l'année dernière.

Pour rappel, lors d'une réunion tenue le 16 mars, le Comité de la stabilité financière et du développement du Conseil des affaires d'Etat a souligné l'importance de relancer efficacement l'économie au cours du premier trimestre, en adoptant une politique monétaire active avec le maintien d'une croissance appropriée de l'encours des crédits.

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Marché boursier : la performance du marché boursier chinois de la semaine du 4 avril

CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50
-1,1%	-0,9%	-2,2%	-3,6%	-5,7%

Les capitalisations boursières de la bourse de Shanghai et la bourse de Shenzhen ont perdu respectivement de 651 Mds RMB et 744 Mds RMB.

Marché boursier : les régulateurs chinois ont révisé la loi de 2009 interdisant aux étrangers de mener des audits sur les sociétés chinoises cotées à l'étranger

Le 2 avril, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC), le ministère des Finances, l'Administration nationale de la protection des secrets d'Etat et l'Administration nationale des archives ont publié conjointement un avis révisant les dispositions de 2009 qui interdisent aux étrangers de mener des audits sur les sociétés chinoises cotées à l'étranger. [Ce projet](#), ouvert aux commentaires publics jusqu'au 17 avril, supprime les exigences précédentes selon lesquelles les inspections sur place des sociétés chinoises cotées à l'étranger doivent être principalement menées par les régulateurs chinois, elles pourront dorénavant être menées « via un mécanisme de coopération en matière de supervision transfrontalière ». La CSRC ou d'autres autorités fourniraient une assistance au cas par cas. La CSRC n'a cependant pas donné plus de détails sur ce mécanisme. Par ailleurs, les entreprises chinoises seront tenues de faire rapport à la CSRC ou à d'autres autorités avant de mettre en place une telle coopération.

La CSRC a également déclaré que la publication récente par la *Securities and Exchange Commission* (SEC) des Etats-Unis d'une liste d'actions chinoises susceptibles de faire l'objet d'une radiation « est une procédure normale » pour que le régulateur américain mette en œuvre la loi sur la responsabilité des sociétés étrangères. « La question de savoir si les entreprises figurant sur la liste de la SEC seront effectivement radiées dépendra en fin de compte des progrès et des résultats de l'accord sino-américain en matière de la coopération de supervision des audits », a indiqué la CSRC. Jusqu'à présent, la SEC a déjà identifié 11 sociétés chinoises qui pourraient être radiées de la cote pour ne pas avoir satisfait aux exigences d'audit, notamment le géant chinois des moteurs de recherche Baidu Inc., le géant des médias sociaux de type Twitter - Weibo Corp. et la plateforme de streaming vidéo iQiyi. Inc.

Pour mémoire, les Etats-Unis ont adopté une loi - *Holding Foreign Companies Accountable Act* en décembre 2020 qui obligeait les sociétés chinoises cotées aux Etats-Unis à autoriser des organismes de surveillance tels que *Public Company Accounting Oversight Board* à examiner leurs audits financiers et fixait un délai de deux ans pour que les entreprises et leurs auditeurs s'y conforment.

Immobilier : poursuite du ralentissement du secteur et des difficultés des promoteurs, alors que plusieurs autorités locales assouplissent les restrictions relatives aux transactions immobilières

S'agissant des promoteurs, la conjoncture défavorable et les difficultés financières se poursuivent. Au T1 2022, les ventes des cent premiers promoteurs immobiliers nationaux ont chuté de 47% en g.a. Selon le cabinet *Yicai*, une trentaine d'entreprises du secteur immobilier, dont 28 sociétés cotées en bourse, ont publié leur Rapport

annuel 2021 au 31 mars, dont certains demeurent non audités à ce jour (voir *Brèves de la semaine du 28 mars*). Les 28 entreprises cotées indiquent une baisse de leur marge bénéficiaire brute, dont *China Overseas Real Estate* (de 30% en 2020 à 23,5% en 2021) ; *Vanke* (de 29,2% en 2020 à 21,8% en 2021) ou *Greentown China* (de 24 % à 18,1 %). En 2021, la marge bénéficiaire brute moyenne des 50 premières entreprises immobilières chinoises s'élevait à environ 23%.

Au cours du premier trimestre, plus de 60 municipalités (dont Fuzhou, Zhengzhou, Harbin, Qingdao, Jimo, Quzhou, Qinhuangdao, Mianyang, etc.) auraient assoupli certaines mesures réglementaires contraignantes à l'achat et à la vente de logements, selon le cabinet spécialisé *China Index Academy*. Ces assouplissements visent à atténuer le ralentissement rapide du marché immobilier, et incluent des mesures telles l'abaissement des montants d'apport en capital pour l'achat d'un logement, l'abaissement des taux de prêts hypothécaires, l'octroi de subventions au logement, la suppression des restrictions à la revente ou encore des mesures de soutien financier aux promoteurs immobiliers en difficulté. A titre d'exemple :

- Le 4 avril, les autorités de la ville de Lanzhou (province du Gansu) ont [publié](#) des mesures prévoyant : (i) pour les prêts octroyés par les banques commerciales : abaissement à 20% du montant d'apport en capital pour les achats immobiliers des primo-accédants (contre 30% auparavant) et à 30% l'apport pour l'achat d'un second bien immobilier (contre 60% auparavant); (ii) pour les prêts octroyés par la Caisse de prévoyance au logement (fonds public géré par l'Etat dont le fonctionnement est similaire au Fonds d'assurance chômage, alimenté par les cotisations des salariés et entreprises) : augmentation des montants des prêts maximum octroyés par la Caisse à 600 000 RMB pour les salariés célibataires et à 700 000 RMB pour les salariés en ménage ; (iii) assouplissement de diverses restrictions régionales à l'achat ; (iv) les banques sont encouragées à octroyer des prêts hypothécaires à des taux préférentiels aux ménages.
- Le 30 mars, la ville de Fuzhou (province du Fujian) a [annoncé](#) qu'elle autorisait désormais les individus ne détenant pas le *hukou* local à acheter des logements sans fournir de certificat de résidence et de travail dans la juridiction. Cette mesure constitue une dérogation aux normes réglementaires antérieurement en vigueur (un certificat de résidence, de travail et de cotisation à la retraite d'une durée minimale d'un an était obligatoire jusqu'alors).
- Le 2 avril, les autorités de la ville de Quzhou (province du Zhejiang) ont également [annoncé](#) qu'elles autorisaient les non-locaux à acheter des biens immobiliers, et levé l'obligation de détention minimum de cinq ans avant revente de biens immobiliers.
- Le 1^{er} mars, les autorités de la ville de Zhengzhou (Henan) ont [autorisé](#) les résidents qui travaillent dans la ville (mais non-détenteurs du *hukou* local) d'y acheter une résidence secondaire.
- Le 24 mars, les autorités de la ville d'Harbin (Heilongjiang) ont [levé](#) l'obligation de détention minimum de trois ans avant revente de biens immobiliers.

Outre atténuer le ralentissement du marché, ces mesures visent à permettre aux autorités locales de reconstituer leurs recettes budgétaires, dans un contexte où la quasi-totalité des provinces ont établi des objectifs de croissance du PIB provincial au-dessus de +5% en g.a. pour 2022.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Echanges et politique commerciale

Relations Chine–US : les Etats-Unis ne recherchent pas un « divorce » avec la Chine, selon l’USTR

La représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai [a annoncé](#) cette semaine que les Etats-Unis ne recherchaient pas un « divorce » avec la Chine, mais visaient plutôt à « réaligner » leurs liens commerciaux avec celle-ci. Ceci impliquerait de « s’attaquer au manque de visibilité, de responsabilité, et de diversité dans les chaînes d’approvisionnement ayant entraînés des perturbations ces dernières années ». Tai a également souligné qu’il était temps de renoncer à chercher à transformer le comportement de la Chine et de se concentrer au contraire sur la reconstruction de la base industrielle américaine pour affronter la chinoise depuis une position de force.

Mme Tai a par ailleurs effectué un déplacement à Singapour visant à promouvoir l’*Indo-Pacific Economic Framework* (IPEF) de l’administration Biden, lequel [cherche à promouvoir](#) des normes élevées en matière de conditions de travail et d’environnement, de circulation transfrontalière des données, et de sécurisation des chaînes d’approvisionnement, sans pour autant dévoiler pour l’heure de mesures concrètes. Tai a également rappelé que les Etats-Unis ne chercheraient pas à rejoindre le nouvel Accord de partenariat transpacifique (CPTPP), auquel la Chine a de son côté manifesté le souhait d’y adhérer ([voir les brèves de la semaine du 13 septembre 2021](#)).

Mme Tai ne s’est pas prononcée sur la baisse éventuelle des tarifs douaniers sur certaines importations chinoises, alors que le Tribunal de commerce international des Etats-Unis (United States Court of International Trade) a rendu [une décision](#) le vendredi 1^{er} avril, demandant à l’USTR de réexaminer avant le 30 juin 2022 une partie des droits de douane imposés sous l’administration Trump sur plus de 350 Mds USD de biens chinois dans le cadre de la section 301. Si cette décision oblige l’administration américaine à justifier le maintien des tarifs douaniers, celle-ci ne la contraint pas à lever les droits de douane ou de rembourser aux importateurs américains les 130 Mds USD de droits de douane déjà versés depuis 2017.

Relations Chine-US : le régulateur américain ajoute deux opérateurs téléphoniques chinois sur la liste des entreprises présentant une menace pour la sécurité nationale

Le 25 mars, la Commission fédérale des communications des Etats-Unis (FCC) a [ajouté](#) les opérateurs chinois China Telecom (Americas) et China Mobile, ainsi que l’entreprise russe AO Kaspersky, à la « covered list ». Celle-ci désigne les entreprises présentant une menace pour la sécurité nationale des Etats-Unis. Cinq entreprises chinoises avaient déjà été [inscrites](#) sur cette liste en mars 2021¹.

Les entreprises visées par la liste se voient écartées des marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines. Par ailleurs, le *Universal Service Fund* de la FCC, une subvention de près de 8 Mds USD visant à promouvoir l’accès universel aux services de communication, ne pourra pas être obtenue pour l’acquisition de produits des entreprises visées par la liste.

¹ Huawei Technologies (télécommunications), ZTE Corp (télécommunications), Hytera Communications (vidéosurveillance), Hangzhou Hikvision Digital Technology (vidéosurveillance) et Dahua Technology (vidéosurveillance).

Le commissaire de la FCC Brendan Carr a [souligné](#) que cette décision permettra de préserver les réseaux américains des menaces posées par les entreprises liées à l'appareil d'Etat chinois et russe cherchant à nuire aux intérêts des Etats-Unis.

Le ministère chinois des Affaires étrangères (MOFA) a [condamné](#) cette énième sanction frappant des entreprises chinoises des télécommunications, recyclant les éléments de langage habituels : « Les États-Unis généralisent le concept de sécurité nationale sans aucune base factuelle, limitent l'accès à leur marché et abusent de leur pouvoir pour sanctionner et réprimer les entreprises chinoises. » Le MOFA a également affirmé que la Chine prendra les « mesures nécessaires » pour « résolument protéger les droits et intérêts légitimes des entreprises chinoises », sans pour autant dévoiler le contenu de celles-ci.

Cette annonce fait suite à la décision de la FCC de retirer la licence de services internationaux de télécommunication (*licence 214*) de China Telecom en octobre 2021 ([voir les brèves de la semaine du 25 octobre 2021](#)), ainsi que de China Unicom et Pacific Networks en mars 2022 ([voir les brèves de la semaine du 14 mars 2022](#)).

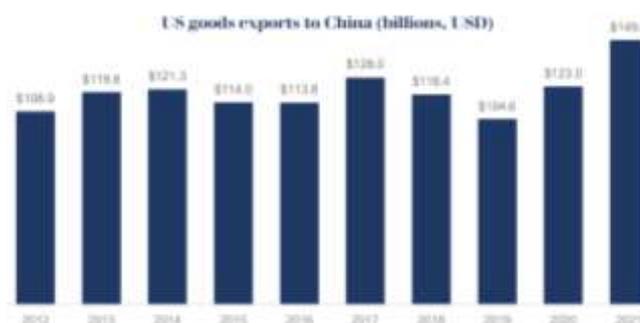
Relations Chine-US : l'USCBC publie un rapport sur les exportations américaines vers la Chine

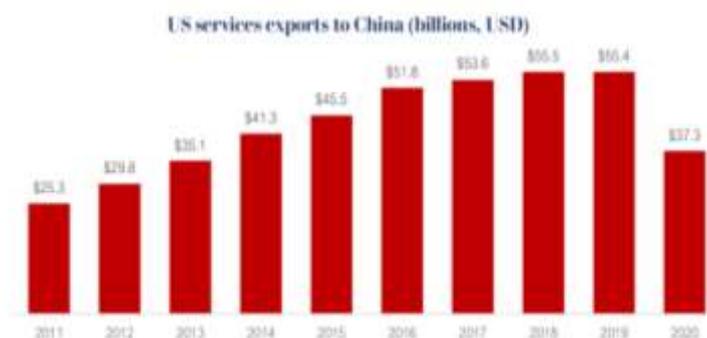
Le 5 mars, l'US-China Business Council (USCBC) a publié [un rapport](#) sur les exportations américaines de biens vers la Chine pour l'année 2021, et de services pour l'année 2020.

En 2021, les exportations américaines de biens vers la Chine ont enregistré une hausse de 21 %, s'élevant à 149,2 Mds USD, soit le niveau le plus élevé jamais enregistré (*voir graphique 1*), principalement stimulées par les exportations d'oléagineux et de céréales, de semi-conducteurs, ainsi que de pétrole et de gaz. La Chine était le troisième client des Etats-Unis pour les biens en 2021, derrière le Canada et le Mexique.

Les exportations américaines de services vers la Chine ont pour leur part connu une chute de 32,7 % en 2020, baissant à 37,3 Mds USD (*voir graphique 2*). Cette baisse s'explique principalement par la chute de 90 % des exportations dans les secteurs du tourisme (9,3 Mds en 2019 à 915 M USD en 2020) et des voyages d'affaires (3,6 Mds en 2019 à 347 M USD en 2020) dans le contexte de la pandémie et des restrictions sur la connectivité. La Chine était le sixième client des Etats-Unis pour les services en 2020 (quatrième en 2019), derrière le Royaume-Uni, l'Irlande, le Canada, les îles britanniques, et la Suisse.

Graphique 1 : les exportations américaines de biens vers la Chine (en Mds USD)



Graphique 2 : les exportations américaines de services vers la Chine (en Mds USD)

Source: US-China Business Council

ALE : entrée en vigueur de l'accord de libre-échange approfondi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande

L'accord de libre-échange (ALE) approfondi entre la Chine et la Nouvelle-Zélande est entré en vigueur le 7 avril 2022 ([voir les brèves de la semaine du 14 février 2021](#)).

Le ministre néozélandais de l'Agriculture a [salué](#) cette nouvelle, soulignant que l'inclusion de 12 produits supplémentaires de bois et de papier (progressivement sur dix ans) permettra d'éliminer les droits de douane pour 99 % des exportations dans le secteur (3 Mds USD d'exportations néo-zélandaises vers la Chine en 2021). Par ailleurs, depuis le premier janvier 2022 la plupart des produits laitiers néozélandais exportés vers la Chine sont exemptés de tarifs douaniers (soit une réduction de 200 MUSD de tarifs par an) ; ce nouvel accord prévoit la suppression des tarifs douaniers sur les exportations de produits laitiers restants à l'horizon 2024.

Le ministère chinois du Commerce (MOFCOM) a également [salué](#) l'entrée en vigueur de l'accord.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Industrie et numérique

Vaccins : approbation de deux candidats vaccins à ARN-messager supplémentaires pour essais cliniques

L'Administration d'Etat pour les produits médicaux (NMPA) [a approuvé](#) la tenue d'essais cliniques pour deux projets de vaccins à ARN-messager ; l'un développé par CanSino Biologics et l'autre par CSPC Pharmaceutical.

Pour mémoire, un autre vaccin à ARN-m, ARCoVax, fait déjà l'objet d'essais cliniques (voir [brèves du SER de Pékin de la semaine du 24 janvier](#)). Il est développé par l'Académie chinoise militaire des sciences médicales, Suzhou Abogen Biosciences et Walvax Biotechnology.

L'annonce d'approbation de ces deux projets de vaccins supplémentaires à ARN-m intervient à un moment délicat de confinement strict de Shanghai décidé face à [l'augmentation rapide des cas](#) (20 398 cas asymptomatiques [le 8 avril](#), soit plus que Wuhan en février 2020, mais seulement 4 cas confirmés). Pour mémoire, si 88% de la population est vaccinée selon les statistiques officielles, cette proportion tombe à [60%](#) pour les personnes âgées de plus de 80 ans.

Semi-conducteurs : YMTC pourrait fournir Apple en puces mémoires NAND 3D

D'après [Digitimes](#), l'entreprise de puces mémoires Yangtze Memory Technologies Co (YMTC) aurait obtenu l'approbation d'Apple en vue de lui fournir des NAND 3D, à la suite d'une série de tests en cours depuis plusieurs mois, selon un [rapport de Bloomberg](#). Selon Haitong International Securities, YMTC pourrait ainsi fournir 5% des puces mémoires de l'iPhone SE, et 3 à 5% de l'iPhone 14. YMTC deviendrait ainsi le premier fournisseur chinois d'Apple en puces NAND, et le troisième fournisseur de NAND après Kioxia et SK Hynix. Aucun accord n'a été officiellement confirmé. Le projet suscite des critiques, comme en témoigne la [lettre](#) du sénateur américain Marc Rubio adressée à Tim Cook.

Cette décision s'expliquerait par des raisons commerciales, Apple cherchant à la fois à conforter sa position sur le marché chinois et à diversifier ses sources. Kioxia et Western Digital avaient dû suspendre en février dernier la production d'usines au Japon en raison d'une contamination des matériaux – mettant en exergue les risques d'une trop forte dépendance à un seul fournisseur. Selon Trendforce, cette mise à l'arrêt temporaire pourrait causer une hausse des prix des NAND de [5 à 10%](#) au cours des prochains mois.

Créé en 2016, YMTC est l'entreprise-phare chinoises sur le segment des puces mémoires NAND 3D, utilisées pour stocker les données dans les terminaux mobiles, les ordinateurs portables, mais aussi les serveurs et les véhicules électriques. Néanmoins, la technologie déployée par YMTC resterait en-deçà de la qualité de celle déployée par ses concurrents SK Hynix et Samsung (puces NAND de [128 couches](#), contre 162 pour Kioxia et Western Digital, voire 176 pour Samsung et SK Hynix).

Automobile : des constructeurs chinois chercheraient à acquérir des usines de *wafers*, dans un contexte de pénurie de puces

Selon Digitimes, cinq constructeurs de véhicules électriques (VE) chercheraient à lever 5 Mds CNY (785 M USD) en vue d'[acquérir une usine de wafers](#), dans un contexte de pénurie des puces. L'identité de ces cinq constructeurs n'est pas précisée.

A l'instar d'autres secteurs, les constructeurs automobiles chinois dépendent fortement de fournisseurs étrangers pour leurs puces (Infineon, NXP, STM, Renesas ont par exemple augmenté leur production). Alors que les principaux producteurs de puces (TSMC, Samsung, Intel) ont augmenté leurs investissements dans les semi-conducteurs destinés à l'automobile, la tendance réciproque est également vraie : si Tesla conçoit (*design*) déjà certaines puces, elle cherchait en 2021 à acquérir l'usine de wafer de Macronix (Hsinchu Science Park – *in fine* acquise par Foxconn). Cette évolution n'apparaît ainsi pas surprenante de la part des constructeurs chinois, désireux à la fois de s'assurer un approvisionnement sécurisé. BYD dispose de sa propre filiale pour la production de semi-conducteurs ; celle-ci [pourrait](#) être prochainement côtée à Shenzhen.

Par ailleurs, BYD a de son côté annoncé avoir [cessé en mars la production de véhicules à moteur thermique](#) pour se concentrer sur les véhicules électriques (VE) et hybrides. Des moteurs à essence continueront néanmoins d'être produits pour ce dernier segment, qui a représenté [près de la moitié des ventes](#) en mars.

Automobile : poursuite de l'autonomisation des véhicules et des bus, avec des approbations imminentes de licences et tests à Pékin

Les véhicules autonomes de niveau L3 [pourraient recevoir des licences](#) pour être mis sur route. Pour mémoire, un niveau L3 signifie que les conducteurs n'ont pas besoin de conduire la voiture (ni volant ni pédales) mais doivent se tenir prêt à réagir en cas de besoin.

S'agissant des transports publics, le Bureau de la zone de démonstration des véhicules autonomes de Pékin [a publié](#) des règlements pour encadrer de futurs tests de bus autonomes. Ceux-ci incluent notamment une liste de critères conditionnant la mise sur route des bus, ainsi que des exigences relativement contraignantes en termes d'assurance (jusqu'à 2 M EUR d'assurance pour un bus de 20 places). Pour mémoire, les géants des véhicules autonomes, au premier rang desquels Baidu (qui développe également une flotte de robots-taxis avec Apollo) ont demandé des licences pour les bus autonomes.

Economie numérique : démission de Richard Liu, CEO de JD.com

Le CEO de l'entreprise d'e-commerce JD.com a annoncé sa démission du groupe. Cette décision s'inscrit dans la continuité d'autres démissions de géants du numérique, dont Zhang Yiming (ByteDance) ou encore Colin Huang (Pinduoduo). Richard Liu (Liu Qiandong) maintiendra néanmoins un certain droit de regard sur l'entreprise qu'il a co-fondée, notamment *via* son actionnariat qui lui confère près de 77% des droits de votes. A l'été 2018, Richard Liu [avait été arrêté](#) à Minneapolis (Etats-Unis) pour une accusation de viol, finalement classée sans suite au pénal, mais qui serait toujours en cours au civil.

A son poste lui succède Xu Lei, déjà pressenti pour prendre la direction du groupe. Xu Lei [occupait](#) précédemment le poste CEO de JD Retail depuis 2018 ; il avait notamment travaillé au sein de Lenovo avant de rejoindre JD.com en 2009.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Transport aérien : près de 6 Mds EUR de pertes cumulées pour les principales compagnies aériennes chinoises en 2021 ; peu d'espoir de retour à l'équilibre en ce début 2022, particulièrement préoccupant pour le transport aérien, notamment avec la flambée épidémique de COVID-19 à Shanghai

Les trois principales compagnies d'Etat chinoises, Air China, China Southern et China Eastern, en dépit d'une croissance annuelle de 7,23% de leurs chiffre d'affaire global en 2021 [74,5 Mds CNY au total; 10,8 Mds EUR], affichent cependant des [pertes cumulées](#) de 41 Mds CNY [5,9Mds EUR], qui s'avère plus importante que celles qu'elles ont subi en 2020 [37,1 Mds CNY ;4,8 Mds EUR]. Le déficit le plus élevé est celui d'Air China, avec 16,6 Mds CNY [2,4 Mds EUR], indiquant une aggravation du résultat de plus de 15% pour la compagnie de Pékin [14,41 Mds CNY de pertes en 2020, soit 1,9 EUR]. China Eastern fait face également à des pertes importantes pour l'exercice de l'an dernier [12,2 Mds CNY soit 1,8 Mds EUR], comparable à son déficit de 2020 [11,84 Mds CNY, soit 1,5 Mds EUR]. Si parmi les trois grandes compagnies chinoises, China Southern connaît le déficit le moins important pour 2021 [12,1 Mds CNY soit 1,7 Mds EUR], la compagnie de Canton enregistre toutefois une forte dégradation de ses résultats en un an [-12%, avec des pertes de 10,84 Mds CNY en 2020 ; 1,4 Mds EUR].

Indicateurs 2021 (Variation en g.a)	Air China	China Eastern Airlines	China Southern Airlines
Chiffre d'affaires	74,5 Mds CNY (+7,23%)	67,1 Mds CNY (+14,48%)	101,6 Mds CNY (+9,81%)
Bénéfices nets	-16,6 Mds CNY (-15,5%)	-12,2 Mds CNY (-3,2%)	-12,1 Mds CNY (-11,6%)
Coûts opérationnels	95,5 Mds CNY (+12,27%)	80 Mds CNY (+13,05%)	116,3 Mds CNY (+6,2%)
Nombre de passagers	69,1 M (+0,52%)	79,1M (+6%)	98,504 M (+1,7%)
Flotte	746 (+39)	734 (+24)	878 (-19)

Sources : rapports annuels

Accès aux états financiers des trois grandes compagnies d'Etat chinoises :

- [Air China](#)
- [China Eastern](#)
- [China Southern](#)

Malgré une brève période de reprise amorcée au T2 2021, ainsi qu'une progression notable de l'activité et des recettes liées au fret aérien international, les [résultats négatifs](#) de 2021 témoignent des fortes restrictions ou contraintes à la mobilité aérienne des passagers intervenues sur le marché intérieur chinois par depuis la flambée épidémique de COVID-19 du variant Delta pendant l'été dernier. La stricte stratégie de « zéro-covid » du gouvernement chinois pèse également sur les vols internationaux de passager, avec moins de 2% des vols autorisés avant la pandémie, et de nombreuses annulations intempestives affectant la continuité des rares services encore assurés. Les comptes de 2021 ont également connu subi l'impact d'un renchérissement des dépenses de carburant (+45% en moyenne sur un an).

D'autres compagnies traversent des difficultés majeures, à l'image de Shandong Airlines (filiale régionale d'Air China), en situation d'insolvabilité avec des pertes de 1,8 Mds CNY en 2021 (M EUR), encourant le risque d'une [sortie de cotation](#) de la bourse de Shenzhen. La situation s'est également largement assombrie pour le groupe HNA l'an dernier. Après sa mise en faillite l'an dernier, le démembrement du groupe, les opérations de restructuration de la dette et l'arrivée du groupe Liaoning Fangda comme actionnaire principal (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 18 octobre 2021](#)), deux hauts-dirigeants du groupe, M. BAO Qifa, président de la division « aviation » du groupe HNA, et M. SUN Mingyu, président du conseil de surveillance, ont récemment été [incarcérés](#) pour des délits financiers. Ces arrestations font suite à [celles](#) de septembre dernier (président et PDG du groupe). HNA risque également une sortie de cotation de la bourse de Shanghai. Le groupe, qui n'a pas encore été en mesure de publier l'arrêt de ses comptes en 2021, indique dans un [communiqué](#), que le cabinet PWC est mandaté pour les auditer (en 2020, PWC avait refusé de prononcer un avis pour informations financières douteuses). Enfin Hainan Airlines, compagnie emblématique du groupe HNA, a [annoncé](#) cette semaine la cession de deux appareils Airbus A350-900 (livrés en 2018) et la fin de contrats de location conclus en 2019 et 2020 pour quatre autres avions de la même gamme.

Toutes ces annonces interviennent dans un retournement de conjoncture du transport aérien intérieur en Chine. China Eastern va nécessairement subir des contrecoups financiers importants suite au crash dramatique du vol MU5735 du 21 mars dernier (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 21 mars](#)), qui a mis au sol les 223 avions Boeing 737-800 du groupe. De surcroît, la flambée pandémique à Shanghai du variant Omicron du COVID-19, avec la mise en place d'un confinement strict de la ville de 25 M d'habitants, de nombreux autres destinations en Chine ou de multiples restrictions aux voyages, a conduit à l'effondrement du trafic domestique. Le Ministère chinois des Transport [signale](#) que la fête nationale de Qingming (3-5 avril) n'a enregistré que 562 000 passagers aériens, soit une baisse de 87,0 % par rapport à l'an dernier. Le cabinet Variflight [rapporte](#) pour sa part que dans la semaine du 28 mars au 3 avril, le nombre de vols intérieurs a régressé à un niveau enregistré il y a environ 20 ans (en 2003) et que l'offre de siège a chuté de 77%, atteignant presque le plus bas niveau historique enregistré lors du déclenchement de la crise du COVID-19 en Chine en février 2020 (-83%). Les acteurs du secteur cargo estiment un impact de -40% du volume de fret international depuis le confinement strict de Shanghai.

Dans ce contexte, les autorités de Shanghai ont également [décidé](#) cette semaine que tous les vols entrants à l'aéroport de Pudong PVG des compagnies internationales devront être plafonnés à 40% du coefficient de remplissage jusqu'au 1^{er} mai (contre 75% jusqu'alors). De nombreux vols (à destination ou au départ de Shanghai) ont fait d'ores et déjà l'objet d'annulation, faute d'effectifs disponibles dans les entreprises garantes des services sol à PVG. Pour mémoire, tous les vols internationaux des compagnies chinoises à destination de PVG font déjà l'objet d'un déroutement sur des aéroports secondaires jusqu'en mai prochain (Voir *Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 14 mars](#)). Le vol hebdomadaire China Eastern MU570 entre Paris CDG et Shanghai PVG, qui avait par conséquent été dérouté à l'aéroport de Taiyuan (TYN), vient cependant d'être [annulé](#) pour une durée d'un mois, en application des sanctions du mécanisme controversé dit de « circuit breaker » suspendant de manière autoritaire et irrévocable pour des durées variables une liaison régulière en provenance de l'étranger, quand un certain nombre de passagers ont été testés positifs au COVID-19 en Chine à leur arrivée sur un vol précédent. Cette disposition est à l'origine de très nombreuses annulations intempestives depuis sa mise en place en juin 2020, avec une nette accélération du nombre de sanctions depuis le début d'année (*Brèves du SER de Pékin*, [semaine du 10 janvier](#)).

Climat : la Chine est en mesure d'atteindre son pic d'émissions de CO₂ à environ 12,2 milliards de tonnes vers 2027

Un nouveau [rapport](#) de l'Académie chinoise de l'Ingénierie (CAE), la plus haute institution académique du domaine, indique que la Chine pourrait atteindre son pic d'émissions de CO₂ à environ 12,2 milliards de tonnes vers 2027 et le réduire pour arriver à environ 2,6 Mds de tonnes avant 2060 contre un niveau actuel de 13,9 Mds de tonnes (2020). Il dresse sept pistes de décarbonation pour les principaux secteurs d'émissions (énergie, transports, construction...) en s'appuyant sur la transition énergétique, l'économie circulaire et les services écosystémiques de séquestration du carbone. Il est également proposé un calendrier de plafonnement progressif à l'égard de la consommation des énergies fossiles, selon lequel les utilisations de charbon, de pétrole et de gaz en Chine devraient plafonner respectivement en 2025, 2030 et 2035.

Fruit d'un projet majeur de consultation de la CAE sur la stratégie envisageable pour atteindre la neutralité carbone, le rapport est réalisé par plus de 40 académiciens et 300 experts provenant d'une dizaine d'institutions de recherche. Selon le président de la CAE, LI Xiaohong, il servira de référence importante pour guider la transition de l'économie chinoise vers une économie verte et bas carbone. Le quotidien d'Etat *China Daily* l'a par ailleurs [interprété](#) comme l'annonce d'un nouvel objectif en matière de climat en indiquant que « la Chine vise à atteindre son pic d'émissions de dioxyde de carbone (...) vers 2027 ».

Environnement : renforcement de gestion de l'ensemble des exutoires des eaux usées dans les sept bassins fluviaux « clés » et les principales zones littorales

Le Conseil des Affaires de l'Etat a récemment publié un [avis](#) sur la gestion des exutoires des eaux usées dans les sept bassins fluviaux « clés » (fleuve Yangtsé, fleuve Jaune, rivière Huai, rivière Hai, fleuve des Perles, bassin de Songliao et lac Tai) ainsi que dans les principaux estuaires et zones littorales.

L'avis dresse des lignes directrices pour l'aménagement des exutoires existants non conformes aux exigences environnementales, l'évaluation de nouveaux projets de construction ainsi que la gestion quotidienne du réseau de décharge des eaux usées. Il prévoit de terminer le recensement et l'aménagement des exutoires dans tous les sept bassins et les zones littorales d'ici 2025. En effet, le ministère de l'Environnement et l'Ecologie (MEE) avec les autorités locales concernées ont entamé à partir de 2019 l'inspection des réseaux d'exutoires dans le bassin versant du fleuve Yangtsé et les zones littorales de la mer de Bohai. Si jusqu'alors les nombres d'exutoires déclarés officiellement dans les deux régions étaient respectivement environ 2000 et 800, ils s'élèvent en réalité à plus de 60 000 et 18 800 d'après le [recensement](#) du MEE.

Un point saillant de ce document consiste à élargir les périmètres de surveillance environnementale pour couvrir désormais tous les exutoires des eaux usées provenant des activités agricoles, de l'irrigation, de l'aquaculture et des foyers ruraux, alors qu'ils se limitaient jusqu'alors aux exutoires d'eaux usées industrielles et urbaines. De plus, l'avis précise que les exutoires dont l'organisme responsable est difficile à identifier sont à la charge des gouvernements locaux. Ces derniers sont également responsables de l'enquête de terrain sur les réseaux locaux de décharge des eaux usées afin d'établir une liste d'exutoires de différentes catégories et procéder au remaniement adapté.

Logistique : Des perturbations dans la logistique suite à la flambée épidémique à Shanghai

Les difficultés rencontrées en matière de logistique se concentrent principalement à Shanghai, où une quarantaine a été initiée le 28 mars et s'est depuis généralisée à l'ensemble de la ville pour une durée indéterminée. Selon les acteurs du secteur, le volume d'activité au port de Shanghai a diminué de 40% cette semaine (-60% envisagé la semaine prochaine). Pour des raisons similaires, le transport aérien de marchandises à Shanghai rencontre également des difficultés (-40% cette semaine, sans-doute jusqu'à -80% la semaine prochaine).

En outre, l'acheminement des conteneurs par voie terrestre présente des difficultés liées au manque de disponibilité de chauffeurs routiers. Ces derniers sont entravés dans leurs déplacements par de multiples restrictions sanitaires (demande de quarantaine et tests PCR pour les personnes en provenance de Shanghai). Plusieurs options ont été proposées par les autorités afin d'atténuer l'impact du confinement sur les transports, comme des redéploiements de marchandises sur le port de Ningbo (situé à près de 200 km de Shanghai) ou vers d'autres ports non impactés par des restrictions sanitaires. Les autres grands ports à conteneur chinois ne sont pour l'instant pas en état de saturation, mais les procédures de dédouanement ne permettent pas toujours un report aisé d'un port à l'autre. Le transport des conteneurs via des voies alternatives, fluviales ou ferroviaires, à destination du port de Shanghai, est également étudié.

Pour comparaison dans le transport maritime, le confinement généralisé à Shenzhen (du 14 au 20 mars) avait engendré une baisse de 55% de la charge moyenne sur 7 jours (importations et exportations) dans la province du Guangdong où est situé le port de Shenzhen (données du 21 mars par rapport au 1^{er} mars). Pour ces mêmes dates, le temps d'attente (*dwell time* en anglais) pour les importations a augmenté de 11% pour atteindre 8 jours. Concernant les exportations, l'augmentation est de 11% pour atteindre 10 jours selon les [données](#) publiées par Fourkites, entreprise spécialisée en chaîne d'approvisionnement. Ces délais sont familiers puisque des données similaires avaient été enregistrées à Tianjin en décembre 2021 lors de la résurgence de cas Omicron.

Energie : La ville de Pékin souhaite se passer du charbon d'ici 2035

Selon le 14^e [plan](#) quinquennal sur l'énergie de la municipalité de Pékin, la ville souhaite se passer du charbon d'ici 2035. Alors que le charbon représente 56,8 % en 2020 de la consommation énergétique chinoise, la part pour Pékin ne s'élève qu'à 1.5%. Cependant, la municipalité de Pékin importe 27% de ses besoins en électricité depuis d'autres provinces, qui pourrait être produite à base de charbon. En outre, le plan pékinois prévoit d'ici 2025 de limiter la consommation de gaz à environ 20 Mds de m³, de baisser la consommation de l'essence et du diesel de 20% par rapport au pic (sans dévoiler le chiffre dans le plan) et de renforcer l'électrification pour atteindre 29% de la consommation énergétique finale.

En 2013, la Chine avait lancé sa « guerre contre la pollution » visant à améliorer la qualité de l'air dans le pays. A Pékin, où l'on parlait alors « d'airpocalypse », le plan de lutte contre la pollution s'était traduit principalement par la fermeture d'usines polluantes et par le remplacement graduel d'un système de chauffage au charbon vers d'autres solutions utilisant le gaz ou l'énergie électrique. Cela avait entraîné la fermeture de la dernière centrale à charbon de la ville en 2017. Dans cette continuité, le plan vise par ailleurs à réaliser un approvisionnement du chauffage sans charbon d'ici 2025.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Actualités régionales

Jiangsu : Suzhou occupe la première place dans le classement 2021 des 30 premières villes en termes de PIB

La moitié des villes apparaissant dans le classement 2021 des 30 premières villes de niveau préfecture en termes de PIB sont des villes des provinces du Zhejiang et du Jiangsu (respectivement 5 et 10). Suzhou et Wuxi, dans le Jiangsu, occupent la première et la deuxième place. Suzhou a atteint un PIB de 227,2 milliards de RMB en 2021 et le sixième rang parmi les villes de Chine, derrière Shanghai, Beijing, Shenzhen, Guangzhou et Chongqing. La valeur totale de la production industrielle de la ville a atteint 4 130 milliards de RMB en 2021, soit une augmentation de 17,2 % par rapport à 2020 et une croissance annuelle moyenne de 10,4 % sur deux ans. Le nombre d'entreprises de haute technologie a franchi pour la première fois la barre des 10 000, plaçant Suzhou au cinquième rang en Chine après Shanghai, Beijing, Shenzhen et Guangzhou. Les taux de croissance des villes du delta du Yangtze ont été très élevés sur les deux dernières années, notamment pour Wuxi, Nantong, Changzhou et Taizhou.

Source : ([Shanghai Observer](#))

Retour au sommaire ([ici](#))

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : une seule des 32 entreprises suspendues à la bourse de Hong Kong le 1^{er} avril a vu sa cotation reprendre depuis

Parmi les 32 entreprises ayant vu leur cotation suspendue à la bourse de Hong Kong le 1^{er} avril en raison d'un retard dans la publication de leurs résultats annuels (dont les promoteurs chinois Aoyuan, Kaisa, Fantasia Holdings, Mordern Land et Sunac), seule Tai United (holding d'investissements) a pu reprendre sa cotation à ce jour, après avoir annoncé ses résultats.

Marché du carbone : le comité de pilotage inter-agences sur la finance verte publie une étude de faisabilité sur le développement d'un marché du carbone

Le groupe de travail « *Carbon Market Workstream* », lancé en juillet 2021 par le comité de pilotage inter-agences (HKMA, HKEX, SFC et Bureau des services financiers) sur la finance verte a publié les [résultats](#) de son étude préliminaire de faisabilité à propos de la création d'un marché du carbone à Hong Kong. Plusieurs opportunités ont été explorées par le groupe de travail : (i) développement d'un marché hongkongais pour la compensation carbone volontaire ciblant à la fois les investisseurs hongkongais, chinois et internationaux ; (ii) établissement d'un marché du carbone unifié au sein de la Greater Bay Area (GBA) ; (iii) exploration d'une ouverture internationale de ce marché ; (iv) exploration d'une connexion entre ce marché GBA et le système ETS (*Emission Trading Scheme*) chinois et (v) développement de Hong Kong en tant que hub de *risk management* sur les produits dérivés pour le marché chinois du carbone, dans le prolongement de l'investissement réalisé par HKEX au sein de la bourse de futurs de Canton. Selon les conclusions initiales du groupe de travail, toutes les opportunités étudiées sont jugées réalisables mais la priorité sera donnée au développement d'un marché volontaire du carbone à Hong Kong ainsi qu'à la collaboration avec les autorités chinoises dans l'optique d'établir un marché unifié du carbone au sein de la GBA. La prochaine étape des travaux du groupe de travail *Carbon Market Workstream* consistera en la préparation d'une feuille de route détaillée pour le développement des différents projets proposés, après un nouveau cycle de consultations.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Macao

Secteur du jeu : les revenus des casinos se contractent de -55,8% en mars (g.a)

Les revenus des casinos reculent en mars de -55,8% en g.a (-52,6% par rapport à février), atteignant 455 M USD soit leur niveau le plus bas depuis septembre 2020 sous l'effet de la forte reprise épidémique en Chine. Au 1^{er}

trimestre, la baisse des revenus des casinos est de -24,8% par rapport au 1^{er} trimestre 2020 de -76,6% par rapport au 1^{er} trimestre 2019.

Les visiteurs chinois (à l'exception de certaines villes en Chine touchées par l'épidémie) sont actuellement exemptés de quarantaine mais doivent toujours présenter un test COVID-19 négatif de moins de 7 jours pour les arrivées par avion et de moins de 24H pour les arrivées en provenance de la ville frontalière de Zhuhai depuis le 18 mars 2022.

Retour au sommaire ([ici](#))

Taiwan

R&D : les dépenses des entreprises taïwanaises ont représenté près de 25 Mds EUR en 2021

Selon les statistiques du MOEA, les dépenses de R&D des entreprises ont fortement augmenté [ces dix dernières années](#) pour atteindre, en 2021, 793,7 Mds TWD (près de 25 Mds EUR, +2,6% en glissement annuel) contre 439,7 Mds TWD en 2011. Cette évolution a été favorisée par le contexte de guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, qui a conduit certains acheteurs à transférer une partie de leurs commandes vers des entreprises taïwanaises, les résultats à la hausse de ces dernières leur permettant d'augmenter leur effort de R&D. Par ailleurs, selon la DGBAS, l'investissement a progressé, en 2021, de 14,7% à 5 649 Mds TWD, dont 84,3% dans le secteur privé, en contribuant à 3,55 pb à la croissance du PIB. Les secteurs de la construction et des machines et équipements arrivent en première et deuxième position, avec respectivement 37,9% et 36,8% du total.

Scooters électriques : Gogoro poursuit son développement en faisant son entrée au NASDAQ

Fondée en 2011, Gogoro est devenue l'une des principales marques de scooters électriques à Taïwan avec [94 000 véhicules enregistrés en 2021](#), soit 11,6% du total des deux-roues. Gogoro a su développer son réseau de stations de recharges depuis 2015, pour l'étendre à [11 000 GoStations](#) aujourd'hui localisées principalement dans les trois principales villes Taipei, Tainan et Kaohsiung, soit environ 100 000 batteries en service, de trois générations différentes, toutes compatibles avec la cinquantaine de modèles de scooters développés par la start-up. Le nombre de GoStations semble avoir même dépassé celui des stations-service dans certaines régions ! La start-up travaille aussi sur l'aspect développement durable, puisqu'elle souhaite utiliser ses batteries en fin de vie, par exemple, comme back-up pour les feux de circulation en cas de panne de courant. Le point fort de Gogoro est d'avoir su adapter et imposer son système de recharge à ses concurrents, fabricants de scooters. Plus récemment, un partenariat a été scellé avec le fabricant de batteries solides à électrolyte céramique, **ProLogium**, pour une mise en production d'ici trois quatre ans. Ces deux dernières années, la société s'est implantée sur les marchés chinois, indien et indonésien à travers différents partenariats. Gogoro, a fait son entrée au NASDAQ le 5 avril, via Poema Global Holding. Néanmoins, [ses débuts ont été difficiles](#) car le cours a plongé de plus de 12% le premier jour comme dans un contexte de resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale.

Banques Internet : Next Bank rejoint Line Bank et Rakuten Bank

[Taiwan compte depuis fin mars trois banques internet](#), Line Bank, Rakuten Bank et Next Bank. Cette dernière, qui compte plusieurs investisseurs, comme le groupe semi-privé Chunghwa Telecom (41,9% du capital), la chaîne de superettes PX Mart, Mega International Commercial Bank, KGI Bank..., vient de démarrer ses opérations. Elle cible 1 M de clients les deux premières années. [Selon les chiffres de la FSC](#), de décembre 2021, LINE Bank comptait 607 000 clients avec des dépôts de près de 20 Md TWD et Rakuten International Commercial Bank, 63 000 clients et un peu plus de 5 Md TWD de dépôts. Néanmoins leurs débuts s'avèrent difficiles : à la fin janvier 2022, LINE Bank aurait accumulé des pertes de l'ordre de 2,27 Mds TWD, Rakuten 700 M TWD, et Next Bank déjà 1,38 Md TWD, soit au total pour ces trois nouvelles banques [4,4 Mds TWD](#) de déficit (137 M euros). Si chaque banque

souhaite cibler son propre écosystème, Next Bank devrait en priorité s'appuyer sur [la clientèle de ses deux principaux investisseurs](#) télécom et de la grande distribution qui compte chacun 10 M d'utilisateurs.

Taux de change : l'appréciation du TWD devrait se poursuivre malgré un léger fléchissement au T1

En raison des sorties de capitaux importantes intervenues récemment sur la bourse taiwanaise, [le taux de change du dollar taiwanais \(TWD\) par rapport au USD a connu fin mars dernier sa plus forte baisse depuis décembre 2020, passant à 28,79 TWD pour 1 USD](#). Bloomberg Intelligence précise de son côté que le taux pourrait même frôler les 29 TWD dans les semaines à venir, au regard du récent confinement à Shanghai, et de son impact sur la chaîne d'approvisionnement locale. Selon Australia and New Zealand Banking Group Ltd (ANZ), le TWD devrait néanmoins poursuivre son ascension d'ici la fin du troisième trimestre 2022 pour atteindre 27,9 TWD/USD. ANZ estime que la croissance économique de l'île, essentiellement soutenue par la hausse continue de ses exportations, permettrait à la banque centrale (CBC) de suivre le resserrement monétaire de la Réserve fédérale américaine, avec des taux d'intérêt pouvant atteindre 2%.

Secteur financier : les USA restent le premier débiteur de Taïwan pour le 26ème trimestre consécutif

Selon les statistiques de la CBC, [l'exposition de Taïwan à la dette américaine fin décembre 2021 s'élevait à 115,78 Mds USD, en baisse -0,47% par rapport à septembre dernier](#). Les États-Unis restent ainsi le premier débiteur de Taïwan. [La Chine apparaît toujours en deuxième position](#), avec un montant de 59,48 Mds USD (+1,21%), suivie du Luxembourg (42 Mds USD; -1,6%), de Hong Kong (37 Mds USD; +3,9%), du Japon (36 Mds USD; +8,7%), de l'Australie (26 Mds USD; +5%), de Singapour (19 Mds USD; +12,1%), des îles Caïmans (18 Mds USD; -3,1%), du Vietnam (16 Mds USD; +12,7%, hausse importante en raison de la relocalisation des entreprises taiwanaises dans le pays suite à la guerre commerciale sur les tarifs douaniers entre les États-Unis et la Chine) et du Royaume-Uni (15 Mds USD; +3,9%). Ces dix premiers débiteurs représentent 74,22% du total de l'exposition taiwanaise qui s'établit à 522 Mds USD fin décembre 2021, soit en progression de +1,94% par rapport au T3 2021.

Industrie : l'importante filiale de Micron (US) a revu à la hausse ses résultats trimestriels

Micron Technology Inc., a annoncé fin mars que son [chiffre d'affaires trimestriel devrait atteindre 8,7 Mds USD au T2 2022](#), dépassant 8,2 Mds USD estimé par les analyses institutionnelles. Selon le fabricant américain de mémoires informatiques, ce résultat positif provient en partie des ventes de puces à destination des centres de données, qui augmentent de 60% au T1 2022 en glissement annuel, ainsi que des industries et du secteur automobile. Micron a généré, de janvier à mars 2022, un revenu de 7,79 Mds USD (+25% en g. a.), avec un profit net de 2,26 Mds USD contre 603 M USD il y a un an. Par ailleurs, Sanjay Mehrotra, CEO de la compagnie américaine, a indiqué que si la guerre entre la Russie et l'Ukraine n'avait pas d'impact sur sa production aujourd'hui, l'acquisition des matières premières pourrait s'avérer difficile à l'avenir, en raison de l'importance de ces pays dans l'approvisionnement du gaz et de certains minerais nécessaires à la fabrication des puces.

Retour au sommaire ([ici](#))

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet

Rédacteurs :

Thomas Carré, Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Baptiste Gosson-Brion, Orhan Chiali, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Antoine Moisson, Camille Paillard, Julien Boudet, François Lemal, Dominique Grass, Li Wei, Florian Surre, Valérie Liang-Champrenault, Odile Huang, Charlotte Lau, Max Chang, Alain Berder, Rodolphe Girault, Pascal Millard, Julien Defrance

Revu par :

Axel Demenet

Pour s'abonner :

camille.paillard@dgtresor.gouv.fr